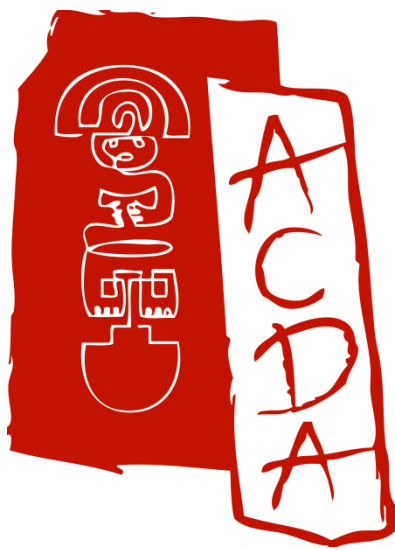




Huñuq Mayu

“San Jeronimo”

"Renforcement de la production agro-écologique et de l'accès aux marchés pour l'autonomisation économique des femmes dans les communautés du district de San Jerónimo, province d'Andahuaylas, région d'Apurímac".

Projet 2022-2024

ACDA Action et Copération pour le Développement dans les Andes-ASBL

Rue de Roucourt, 45, 7600 Péruwelz

Tél: 0032 (0)69 78 12 38

N° entreprise: 0408.025.946

www.acda-peru.org

Dons: BE38 5230 4141 8772

Table des matières

« SAN JERONIMO »	4
"RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRO-ÉCOLOGIQUE ET DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS LES COMMUNAUTÉS DU DISTRICT DE SAN JERÓNIMO, PROVINCE D'ANDAHUAYLAS, RÉGION D'APURÍMAC"	4
1. Renseignements sur le partenaire: Huñuq Mayu	4
2. Résumé du projet	4
1) "Les familles productrices agro-écologiques de 3 communautés du district de San Jerónimo province d'Andahuaylas- Apurímac ont été identifiées et incorporées au marché local et extra-régional" en développant les activités suivantes	4
2) "Des familles de producteurs agro-écologiques de 3 communautés du district de San Jeronimo, province d'Andahuaylas, Apurimac, ont été identifiées et intégrées au marché local et extrarégional"	5
3. Processus de planification	5
1) Zones géographiques du projet	6
4. Analyse du contexte	8
5. Analyse des problèmes	9
6. Analyse de l'objectif	10
7. Approche pour atteindre les objectifs du projet et les activités principales	10
A1.R1. Développement d'un programme de renforcement des capacités techniques et productives dans la production agro-écologique avec un accent sur la chaîne de production de légumes	11
A2.R1. Développement d'un programme de renforcement organisationnel pour l'associativité des producteurs horticoles agro-écologiques dans 3 communautés et promotion de leur marque collective	11
A3.R1 03 initiatives pour des projets compétitifs entre organisations afin d'améliorer leur capacité de production. (fonds d'amorçage : 500 euros chacun) et la promotion de contreparties d'organisations, d'organismes publics et d'acteurs privés qui sont valorisées ou monétisées et dépassent 50% du fonds d'amorçage	12
A1.R2. Promotion des modèles associatifs, modèles qui peuvent accéder à des fonds publics pour améliorer leurs conditions d'équipement en matière de manutention post-récolte et leur intégration au marché	12
A2.R2. Plans d'affaires conviviaux et simplifiés utilisant des méthodologies de gestion modernes	12
A3.R2. Développer et explorer les canaux commerciaux : en incluant différentes modalités de marketing et en développant des actions de promotion commerciale dans les réseaux et autres espaces publics (face à face et en ligne) avec une marque collective propre et progressivement positionnée sur le marché local	13
8. Stratégies de travail pour la mise en œuvre	13
Consolidation des expériences	13
Élargissement du champ d'intervention	13
Reproduction des expériences	14
La résilience	14

9. Rôle des détenteurs de droits dans les étapes de planification, de mise en œuvre et d'évaluation du projet.	14
10. Stratégies utilisées par Huñuq Mayu pour lutter contre les inégalités de genre et de pouvoir, intégration de la dimension de genre dans tout le processus de planification et de mise en œuvre.....	15
10.1 Renforcement des capacités.....	15
10.2 L'autonomie économique des femmes.....	15
10.3 Action positive	15
10.4 Nouvelles masculinités.....	16
10.5 Communication	16
11. Activités de plaidoyer dans le cadre du projet.....	16
12. Normes et mécanismes utilisés pour prévenir le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels, mécanismes de doléances et d'incidents pour assurer la sauvegarde des parties prenantes et des participants au projet.	17
13. Durabilité sociale et financière	17
14. Méthodes, routines et outils pour la planification, le suivi et l'évaluation réguliers du travail de l'organisation.....	18
15. Planification financière et structure budgétaire	18
16. Sources de financement.....	19

« San Jeronimo »

"Renforcement de la production agro-écologique et de l'accès aux marchés pour l'autonomisation économique des femmes dans les communautés du district de San Jerónimo, province d'Andahuaylas, région d'Apurímac".

1. Renseignements sur le partenaire: Huñuq Mayu

Organisation requérante : Asociación para el Desarrollo Andino Amazónico - Huñuq Mayu

Pays : Pérou

Personne de contact : Alberto Chacchi Meneses et Eutropia Medina Ortiz

Adresse : Avenida Martinelly No. 508 - Andahuaylas - Apurímac y Asociación Los Licenciados Mz. J, Lote 12 - Ayacucho

Téléphone portable : +51 966675076 et +51 983909010

Courriel : achacchi_62@yahoo.es / emedinao@yahoo.es

Directeur exécutif : Alberto Chacchi Meneses

Durée du projet : 3 ans : début (01 - 01 - 2022) fin (31 - 12 - 2024)

Montant annuel demandé : 11 000,00 euros

Montant total demandé pour la période de trois ans : 33.000,00 Euros

2. Résumé du projet

Le projet propose l'objectif suivant : contribuer au renforcement de la production agro-écologique et à l'accès aux marchés pour l'autonomisation économique des femmes dans les communautés du district de San Jeronimo. Il s'agit de travailler avec des productrices agro-écologiques, en mettant l'accent sur la production horticole dans trois communautés (Puiso, Ccantupata et Ccotomarca) du district de San Jerónimo, province d'Andahuaylas, région d'Apurímac, dans le bassin du Chumbao. À cette fin, il propose deux résultats :

1) "Les familles productrices agro-écologiques de 3 communautés du district de San Jerónimo province d'Andahuaylas- Apurímac ont été identifiées et incorporées au marché local et extra-régional" en développant les activités suivantes

a) Développement d'un programme de renforcement des capacités techniques productives en production agro-écologique avec un accent sur la chaîne productive des légumes ;

b) Développement d'un programme de renforcement organisationnel pour l'associativité des producteurs horticoles agro-écologiques de 3 communautés et promotion de leur marque collective ; c) 03 initiatives de projets compétitifs entre les organisations pour améliorer leur capacité productive. (fonds d'amorçage : 500

euros chacun) et promotion des contreparties des organisations, organismes publics et acteurs privés qui sont valorisées ou monétisées et qui dépassent 50% du fonds d'amorçage.

2) "Des familles de producteurs agro-écologiques de 3 communautés du district de San Jeronimo, province d'Andahuaylas, Apurimac, ont été identifiées et intégrées au marché local et extrarégional"

a) Promotion de modèles associatifs, modèles qui peuvent accéder à des fonds publics pour améliorer leurs conditions d'équipement en matière de manutention post-récolte et leur intégration sur le marché ;

b) Plans d'affaires conviviaux et simplifiés utilisant des méthodologies de gestion modernes ; et

c) Développement et exploration de canaux commerciaux : y compris diverses modalités de marketing et développement d'actions de promotion commerciale dans les réseaux et autres espaces publics (face à face et en ligne) avec une marque collective propre et progressivement positionnée sur le marché local.

Un aspect central et transversal de la proposition est la production et la diffusion de matériel de communication sur le développement du projet et l'autonomie économique des femmes dans l'Observatoire rural des Andes du Sud "Qawariy". Cet Observatoire publie ses contenus dans les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Toutes les actions proposées dans le projet auront plusieurs approches, notamment : le genre, l'interculturalité, les droits, l'environnement et le développement durable, la gestion sociale de l'eau et de l'environnement dans le bassin, le développement territorial, l'approche agro-écologique, le changement climatique et l'approche multi-acteurs.

3. Processus de planification

Le projet s'inscrit dans le cadre du plan stratégique institutionnel 2020 - 2023 de Huñuq Mayu et reflète le dialogue mené avec la direction du développement économique de la municipalité de San Jerónimo. De même, le dialogue avec les autorités communautaires et les représentantes des femmes a permis d'obtenir des informations sur les nouveaux défis auxquels ces communautés sont confrontées, notamment dans le contexte de la pandémie et de l'aggravation de la crise climatique.

Huñuq Mayu a une expérience antérieure de projets mis en œuvre et en cours de mise en œuvre, tant dans la région d'Ayacucho que dans celle d'Apuřimac, mais une expérience plus proche est celle qui est en cours de développement avec les organisations de producteurs dans les communautés du district d'Andahuaylas, organisations qui ont fait des progrès significatifs dans la production de légumes en plein champ, la culture en intérieur, la diversification productive et l'accès au marché, entre autres. Huñuq Mayu a des collaborateurs qui, sur la base de leur

expérience, reproduiront la proposition dans 3 communautés proches du district d'Andahuaylas et qui, territorialement, sont situées dans le district de San Jerónimo.

1) Zones géographiques du projet.

La zone géographique d'intervention du projet est située dans la région sud-est du Pérou, dans la région d'Apurímac, province d'Andahuaylas, district de San Jerónimo à une altitude moyenne de 2965 m. Ce district est politiquement distribué en centres habités et communautés rurales, annexes, quartiers et unités de voisinage, il est situé à 2 kilomètres de la province d'Andahuaylas. Son grand potentiel réside dans le fait qu'elle est la source d'un bassin fluvial, ce qui explique qu'elle dispose d'abondantes ressources en eau et que la rivière Chumbao prend sa source dans la partie supérieure de son territoire, formant le micro-bassin de Chumbao. De même, il bénéficie d'un climat varié et de niveaux écologiques propices à la production agricole et à l'élevage, qui constituent la base des principales activités économiques du district.

Le projet sera mis en œuvre dans 03 communautés (Puiso (20) ; Ccantupata (20) et Ccotamarca (20) de ce district et accordera une attention particulière aux femmes à risque, tout en travaillant avec les familles, les autorités et les dirigeants.

Nous montrons des images de l'emplacement territorial du projet et des photos des communautés.

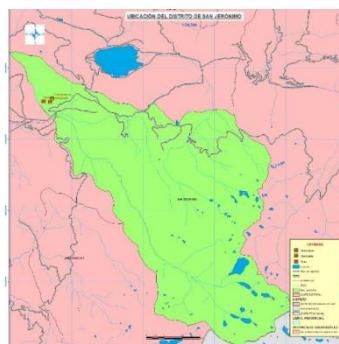
Carte du Pérou,

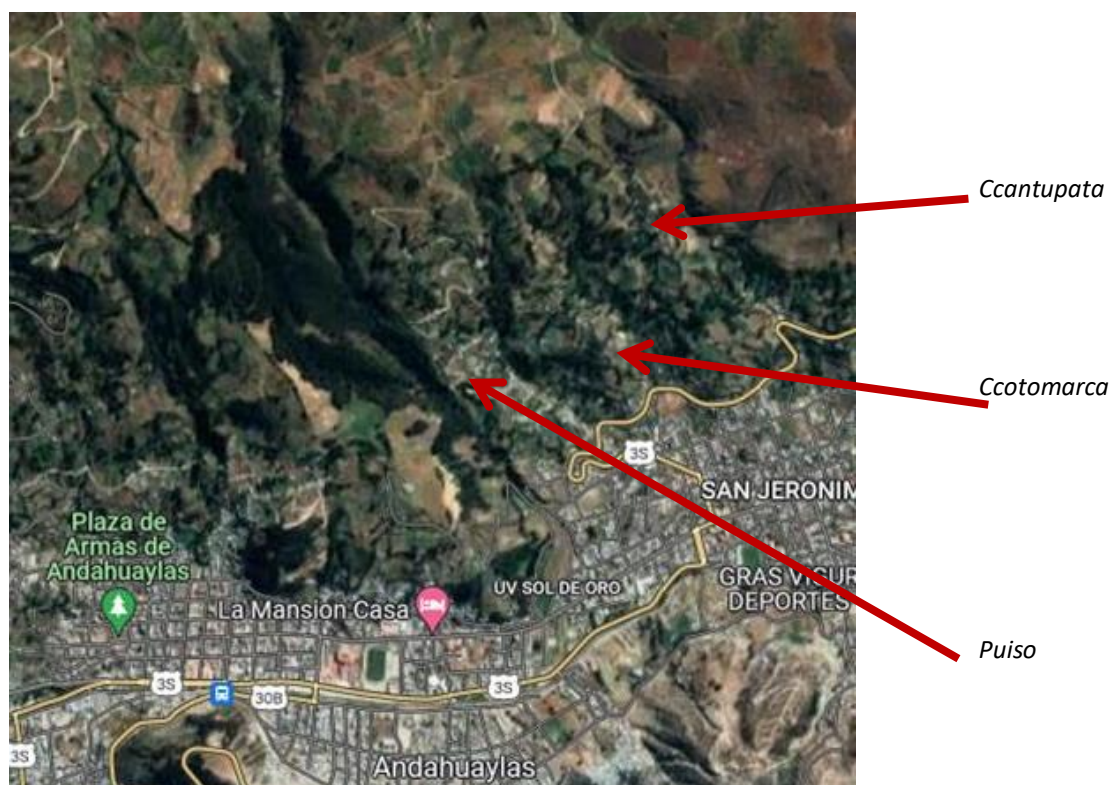


province et district d'Apurimac



localisation de la région,





Parcelles de production des ménages dans les communautés de la zone d'intervention du projet



4. Analyse du contexte

Depuis juillet de l'année dernière, le Pérou a connu un nouveau changement de gouvernement sur fond d'allégations constantes de corruption à l'encontre du président et de son entourage, ainsi que de changements continuels au sein du cabinet ministériel et des postes clés des institutions de l'État. Tout cela a conduit à l'instabilité politique et a eu un impact sur la formulation, la mise en œuvre et la poursuite d'importantes politiques publiques. D'autant plus que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir au milieu d'une campagne politique polarisée et avec des promesses de justice sociale et d'égalité qui, jusqu'à présent, ont été peu ou pas du tout promues. Outre les préoccupations liées à la hausse du dollar et au coût du panier de biens familiaux de base ces derniers mois, le conflit en Ukraine a donné lieu à des spéculations sur certains prix ces dernières semaines. D'autre part, il existe un scénario qui peut être considéré avec plus d'optimisme concernant la pandémie, avec une troisième vague qui, en janvier 2022, a été moins agressive qu'en 2020 et 2021, ainsi que l'ouverture progressive des activités économiques et autres, comme le retour aux classes semi-présentielles.

Le changement climatique (dégel, gelées, sécheresses, grêles, vents violents) et la mauvaise utilisation des ressources naturelles (surpâturage, abattage inconsidéré des arbres, expansion des activités agricoles dans les têtes de bassin, etc.) ont généré des processus de dégradation de l'environnement, réduisant l'offre de ressources en eau et affectant considérablement les activités agricoles et d'élevage. Cela entraîne un déficit dans le panier alimentaire familial et, finalement, une faible production pour la commercialisation, ce qui accentue la condition de pauvreté et creuse les inégalités. Le débat sur l'agro-biodiversité porte sur l'agriculture conventionnelle par rapport à l'agriculture agro-écologique. Certains secteurs sont ouverts aux pratiques agro-écologiques, tandis que d'autres sont plus ouverts à la monoculture à grande échelle avec des technologies conventionnelles, appauvrissant davantage les sols. Il convient de noter que la loi N° 31111 a été récemment approuvée, une loi qui établit un moratoire sur l'entrée et la production d'organismes vivants modifiés sur le territoire national pour une période de 15 ans, afin d'établir un moratoire jusqu'au 31 décembre 2035, ce qui garantit de meilleures conditions pour progresser dans une approche agro-écologique et renforcer l'agriculture familiale.

La région d'Apurímac - en particulier - traverse un contexte d'activité extractive croissante et une tendance continue et significative de conflits socio-environnementaux (c'est-à-dire liés au contrôle, à l'utilisation et/ou à l'accès à l'environnement et à ses ressources) dérivés des activités extractives ; les monocultures et le faible cadre institutionnel pour traiter les conflits socio-environnementaux et territoriaux ; ainsi que pour réduire la vulnérabilité des populations affectées par les activités extractives. Ces situations ont entraîné une pression sur les écosystèmes des bassins versants et les ressources de l'agro-biodiversité. Ces situations sont exacerbées dans un contexte de changement climatique, qui peut être observé dans les communautés et/ou les bassins versants. Il

existe des processus de déglaciation des principaux bassins versants d'importance hydrique, qui entraînent la réduction et la perte de sources d'eau, la présence de périodes de sécheresse et de fortes gelées à n'importe quel moment de la saison, qui ont un impact sur les cultures, d'où une baisse de la production agricole et animale.

Au cours de l'année 2020, en général et en particulier, ces zones rurales se sont appauvries et les conditions dans lesquelles elles doivent développer leurs activités de production et de commercialisation se sont dégradées, augmentant ainsi les taux de pauvreté. Selon les données de l'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI), la pauvreté au niveau national est passée de 20,2% en 2019 à 30,1% en 2020. La pauvreté à Apurímac est passée de 29,1 % à 35,5 % au cours de la même période, ce qui représente un recul de sept ans de cet indicateur dans le contexte de la pandémie. D'autre part, la migration inverse des hommes et des femmes due à la pandémie a généré des conflits pour les territoires, et les nouveaux défis communautaires autour de la nouvelle distribution des ressources déclenchent des disputes.

5. Analyse des problèmes

Le problème central du projet est celui des inégalités sociales et économiques dans lesquelles vivent les familles rurales et périurbaines, qui se résument en un ensemble d'inégalités d'accès et d'opportunités.

Parmi les principales causes, il y a l'existence d'un récit commun selon lequel il y a appauvrissement, alors qu'en même temps il y a une aggravation des conditions pour répondre à la confluence de plusieurs crises qu'ils ont traversées et qui sont probablement accentuées comme une nouvelle normalité, parmi lesquelles la crise sanitaire, la récession économique, la crise climatique qui affecte les moyens de subsistance et augmente les risques de rupture des systèmes alimentaires. D'autre part, on assiste à la survie ou à la stagnation d'entreprises rurales dont les pratiques de production, de gestion post-récolte et de commercialisation sont inadéquates, ce qui viole les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des familles, en particulier des femmes.

De même, nous avons perçu que le changement climatique affecte différemment les hommes et les femmes, les femmes et les filles étant les plus touchées, étant donné qu'elles représentent le secteur le plus vulnérable en raison de facteurs de représentation et de méconnaissance de leurs droits. À cela s'ajoute l'accès aux territoires et le droit à une eau suffisante, sûre, acceptable, accessible et abordable pour les usages personnels et domestiques.

Il existe un large éventail de dispositions légales pour répondre aux problèmes environnementaux et à la gestion territoriale, dont l'application est encore balbutiante et insuffisante en termes de mise en œuvre en raison du désordre institutionnel et réglementaire qui prévaut, ce qui accentue les défis dans l'articulation des politiques territoriales. Cela génère des problèmes d'action collective et de réponse multisectorielle, provoquant des externalités négatives sur

les écosystèmes et l'accès, l'utilisation et l'exploitation des ressources dans les territoires ruraux, ainsi que la méfiance et l'érosion des communautés en raison du manque de cohérence des messages. Les visions instrumentaliste, utilitaire et patrimoniale prédominent, ce qui affecte la relation État-société et a déresponsabilisé de nombreuses communautés dans le développement d'initiatives de gestion des écosystèmes locaux, posant des défis conceptuels dans la construction de la relation entre société et écosystèmes, avec des conséquences pour les politiques publiques. La priorité accordée aux activités productives l'emporte sur la gestion des écosystèmes liée à la résilience et à la capacité de récupération des services écosystémiques, et les progrès des politiques d'aménagement du territoire accusent un net recul. Dans le même temps, il est essentiel que ces politiques publiques soient établies dans une perspective de genre, car les besoins et les lacunes des femmes - notamment si elles ont la charge d'enfants, de personnes âgées ou de personnes handicapées, ou si elles subissent des violences de la part de leur partenaire - nécessitent une priorité particulière. Dans ce cadre de l'analyse des problèmes décrits, le territoire où le projet est prévu d'intervenir présente également une faible organisation communale et des systèmes de production dépourvus de technologies éco-efficaces telles que l'irrigation, et la production selon l'approche traditionnelle, ainsi que la population cible à laquelle le projet s'adresse ne sont pas encore organisés sous une quelconque forme d'associativité ou d'accès aux marchés.

6. Analyse de l'objectif

La proposition, en tant qu'objectif à moyen terme, propose : Contribuer au renforcement de la production agro-écologique et de l'accès aux marchés pour l'autonomisation économique des femmes dans les communautés du district de San Jerónimo", comme objectif spécifique : **renforcer la résilience environnementale, économique et productive des familles engagées dans l'agriculture familiale, en misant sur l'autonomie économique des femmes rurales.** En ce qui concerne l'objectif spécifique, on s'attend à ce que, à la fin du projet, la production agro-écologique ait augmenté et se soit diversifiée, en particulier celle des légumes, avec des ventes à travers différentes formes de commercialisation.

Pour atteindre l'objectif, le projet sera géré selon différentes approches, avec la participation des détenteurs de droits et en créant des synergies avec le gouvernement local et d'autres secteurs.

7. Approche pour atteindre les objectifs du projet et les activités principales.

L'objectif général du projet est de "contribuer au renforcement de la production agro-écologique et de l'accès aux marchés pour l'autonomisation économique des femmes dans les communautés du district de San Jerónimo" et l'objectif spécifique est de "renforcer la résilience environnementale, économique et productive des familles dédiées à l'agriculture familiale agro-écologique, en mettant l'accent sur

l'autonomie économique des femmes rurales". Dans ce cadre, afin d'atteindre les objectifs du projet, Huñuq Mayu propose ce qui suit :

Le projet s'adresse aux populations rurales (femmes productrices) situées dans le micro-bassin versant de Chumbao, district de San Jerónimo, province d'Andahuaylas, région d'Apuímac, qui mettront en œuvre des stratégies et/ou des initiatives favorables à la production et à la commercialisation agro-écologiques de légumes, en tirant durablement parti du potentiel de leurs systèmes d'organisation et de production, du sol, de l'eau, des connaissances, du savoir-faire et de l'articulation avec les acteurs locaux publics et privés dans un contexte d'adaptation au changement climatique.

Un autre aspect fondamental sera la formation continue théorique et pratique en production végétale agro-écologique, la mise en place de parcelles pilote d'apprentissage familial comme proposition dans les processus de formation, ainsi que le renforcement et la consolidation des pratiques et technologies agro-écologiques traditionnelles et mixtes et leur incorporation au marché avec le soutien de la Direction du développement économique local de la municipalité de San Jerónimo. Le projet accordera également une attention particulière aux femmes en situation de violation de leurs droits découlant de formes de violence de genre. En ce sens, le projet promeut l'autonomisation/autonomie économique des femmes, une stratégie fondamentale qui croise en même temps la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie et leur participation politique.

Les activités à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du projet sont les suivantes :

A1.R1. Développement d'un programme de renforcement des capacités techniques et productives dans la production agro-écologique avec un accent sur la chaîne de production de légumes.

- a. Conseil et assistance technique spécialisés dans la production végétale agro-écologique.
- b. Formation à la gestion des semis ;
- c. Production d'engrais organiques solides et liquides
- d. Récupération et renforcement du travail culturel
- e. Lutte contre les parasites et les maladies
- f. Incorporation de cultures (légumes) dont la demande du marché et la rentabilité sont plus élevées afin de diversifier la production.
- g. Formation aux bonnes pratiques de récolte et de post-récolte
- h. Conseil pour la certification agro-écologique dans le cadre du système (SPG)
- i. Accompagnement et suivi

A2.R1. Développement d'un programme de renforcement organisationnel pour l'associativité des producteurs horticoles agro-écologiques dans 3 communautés et promotion de leur marque collective.

- a. Ateliers de sensibilisation et de formation à l'associativité

- b. Conseil sur la constitution de l'association
- c. Conseil pour la formalisation de l'association des productrices de légumes agro-écologiques.
- d. Ateliers de formation pour le renforcement organisationnel
- e. Conseils sur la manière de promouvoir une marque collective
- f. Conseils sur l'articulation commerciale
- j. Accompagnement et suivi

A3.R1 03 initiatives pour des projets compétitifs entre organisations afin d'améliorer leur capacité de production. (fonds d'amorçage : 500 euros chacun) et la promotion de contreparties d'organisations, d'organismes publics et d'acteurs privés qui sont valorisées ou monétisées et dépassent 50% du fonds d'amorçage.

- a. Préparation du règlement de la compétition et diffusion
- b. Gestion du cofinancement
- c. Assistance technique pour la préparation d'initiatives de production commerciale.
- d. Développement du concours (processus)
- e. Conseils aux initiatives gagnantes pour leur mise en œuvre.
- f. Suivi et évaluation
- g. Accompagnement et suivi

A1.R2. Promotion des modèles associatifs, modèles qui peuvent accéder à des fonds publics pour améliorer leurs conditions d'équipement en matière de manutention post-récolte et leur intégration au marché.

- a. Ateliers de sensibilité sur les modèles de marketing associatif
- b. Visites guidées
- c. Identification et socialisation des programmes et/ou projets pour l'accès aux fonds publics.
- d. Accompagner les processus de socialisation et de formation aux concours de financement public.
- e. Identification des marchés potentiels.
- f. Accompagnement et conseils techniques

A2.R2. Plans d'affaires conviviaux et simplifiés utilisant des méthodologies de gestion modernes.

- a. Ateliers d'identification et de hiérarchisation des besoins
- b. Conseils sur la formulation d'un plan d'affaires pour un plan d'affaires convivial
- c. Identifier les possibilités de financement public
- d. Conseils sur la soumission et la gestion des plans
- e. Accompagnement

A3.R2. Développer et explorer les canaux commerciaux : en incluant différentes modalités de marketing et en développant des actions de promotion commerciale dans les réseaux et autres espaces publics (face à face et en ligne) avec une marque collective propre et progressivement positionnée sur le marché local.

- a. Cartographie des modalités de commercialisation
- b. Cartographie des espaces de commercialisation au niveau local et interrégional.
- c. Ateliers de collecte d'informations sur la participation à la commercialisation
- d. Modalités d'incorporation dans les espaces de commercialisation
- e. Socialisation avec le partenariat
- f. Planification des actions de publicité et de marketing

Toutes les activités proposées seront transversales : La production, les publications et la diffusion par l'intermédiaire de l'Observatoire rural des Andes du Sud "Qawariy" de l'apprentissage et des initiatives développées dans le cadre du projet et des dialogues communautaires avec les détenteurs de droits et les alliés avec lesquels Huñuq Mayu travaille par le biais de médias et de réseaux virtuels.

8. Stratégies de travail pour la mise en œuvre

La proposition donne la priorité aux stratégies suivantes :

Consolidation des expériences.

- La promotion de la production agro-écologique, avec un accent sur la production de légumes intégrant des technologies éco-efficaces dans les zones rurales, sera lancée, dans le cadre de la contribution à l'autonomie économique et politique des femmes. Ces actions seront accompagnées par la gestion de l'information et de la communication rurale, en concevant des matériaux de diffusion qui seront publiés dans nos réseaux sociaux par l'intermédiaire de l'Observatoire Rural du Sud des Andes "Qawariy" et d'autres médias sur les questions soulevées dans le projet. De même, par le biais de dialogues avec les communautés rurales, avec l'inclusion de la technologie, renforcer ce qui a été appris dans le contexte de la pandémie.

Élargissement du champ d'intervention.

- Avec l'expérience développée et en cours de consolidation, notre engagement est d'étendre nos actions aux communautés du même micro-bassin et d'autres micro-bassins d'importance hydrique, en alliance stratégique avec les gouvernements locaux et régionaux, ainsi qu'avec la participation active des ayants droit, tout en favorisant l'incorporation de nouvelles technologies d'adaptation au changement climatique. D'autre part, il existe un engagement clair pour renforcer les progrès et intégrer de nouveaux leaders afin de rechercher la durabilité des actions basées sur la coresponsabilité avec les acteurs privés et publics, les réseaux de la société civile et les organisations elles-mêmes. Cette implication des acteurs est le résultat d'alliances multipartites, ainsi

que d'actions de plaidoyer visant à faire de la production de légumes une chaîne de production prioritaire, ce qui permet ensuite aux organisations d'accéder à des concours de financement public pour améliorer leurs infrastructures de production et leur présence sur le marché dans de meilleures conditions. Ce processus s'accompagne de la promotion d'une marque collective, avec un accent défini sur la conservation de l'agro-biodiversité, des écosystèmes et du genre, en plus d'évoluer progressivement vers des expériences autonomes qui contribuent à la capacité productive et à la résilience des familles.

Reproduction des expériences.

- Dans 3 communautés du bassin de Chumbao (district de San Jerónimo) avec la participation de familles de producteurs mettant l'accent sur la production de légumes agro-écologiques, la participation et/ou la promotion de marchés agro-écologiques à travers l'organisation de producteurs et la promotion d'une marque collective ; tous dans la gestion des écosystèmes, et l'engagement politique du gouvernement local à promouvoir des opportunités de financement public pour renforcer la chaîne de production de légumes et l'accès aux marchés agro-écologiques dans le cadre des droits et du genre.

La résilience.

- Une caractéristique particulière des habitants des zones rurales est qu'ils sont résilients et ont la capacité d'anticiper les effets des événements, de se rétablir rapidement et de s'adapter très facilement aux contextes de changement climatique. La preuve en est que nos ancêtres ont su faire face aux incommodités climatiques en menant des actions de récupération et de restauration des écosystèmes et des productions de haute montagne, et c'est ce savoir ancestral que nous sauvons et revalorisons en tant que pratiques durables.

9. Rôle des détenteurs de droits dans les étapes de planification, de mise en œuvre et d'évaluation du projet.

Les détenteurs de droits sont les autorités communautaires, les dirigeants et les producteurs masculins et féminins (l'accent étant mis sur les femmes) qui jouent un rôle important dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation du projet. Dans le processus de planification, l'autorité locale à travers la gestion du développement économique local, les autorités communales et les représentants des producteurs ont participé à l'identification de leurs problèmes tant au niveau communautaire que familial, surtout en ce qui concerne l'agriculture familiale et ses activités économiques, pour cela, ils proposent des actions prioritaires en fonction de leurs besoins les plus ressentis, ainsi le projet reprend ces identifications.

Les ayants droit participent à l'ensemble du processus de mise en œuvre du projet, à cette fin, au début de la mise en œuvre, l'AOP sera socialisé. Cette activité leur

permet de prendre connaissance des actions qui seront développées au cours de l'année et de s'y impliquer. En outre, les calendriers mensuels tiennent compte des contributions et des suggestions des acteurs impliqués dans le projet. Les ayants droit sont les principaux acteurs des mises en œuvre, qui participent au suivi et qui, avant une analyse, sont impliqués dans l'amélioration des stratégies et des processus d'intervention dans le cas où des améliorations sont justifiées. L'implication des titulaires de droits dans l'ensemble du processus de mise en œuvre du projet rend la proposition durable, car elle cherche à reproduire l'expérience avec de nouvelles communautés et familles.

10. Stratégies utilisées par Huñuq Mayu pour lutter contre les inégalités de genre et de pouvoir, intégration de la dimension de genre dans tout le processus de planification et de mise en œuvre.

L'approche de genre de Huñuq Mayu est prise en compte dans son IPE et les stratégies pour aborder les inégalités de genre et de pouvoir dans le processus de mise en œuvre sont formulées comme suit :

10.1 Renforcement des capacités

Cette stratégie est mise en œuvre au niveau de la famille, de l'organisation et de la communauté par le développement de programmes qui contribuent à l'autonomisation des femmes. Ils sont réalisés dans une perspective interculturelle, en tenant compte des connaissances, des acquis, de la reconnaissance et de la contribution des femmes au développement communautaire et local. Parmi les thèmes abordés figurent ceux liés au développement des compétences de vie (droits, participation, leadership, estime de soi, etc.) et au développement des capacités techniques et organisationnelles. D'autre part, Huñuq Mayu a contribué au renforcement des capacités des opérateurs de justice.

10.2 L'autonomie économique des femmes

Actions développées spécialement pour l'exercice des droits économiques des femmes, pour lesquelles Huñuq Mayu alloue des ressources pour la mise en œuvre d'entreprises économiques avec des femmes à risque dans les zones périurbaines et l'incorporation des femmes et des organisations de femmes dans les marchés locaux et régionaux. En outre, réinventer des alternatives de commercialisation pour la production agro-écologique dans le contexte de la pandémie de covid-19. Cette stratégie s'accompagne d'une formation sur les questions liées à l'évolution de leurs entreprises et de dialogues avec les stratégies des 5 points.

10.3 Action positive

Nous promouvons l'exercice des droits des femmes, en particulier la participation aux espaces de décision au niveau des organismes communautaires spécialisés, la participation politique dans les gouvernements locaux, l'accès aux fonds publics pour renforcer les initiatives économiques et la création d'un environnement

communautaire favorable à la réduction de tout type de violence à l'égard des femmes. De même, des mécanismes visant à assurer la participation des femmes à la mise en œuvre du projet (formation, stages, représentation, etc.).

10.4 Nouvelles masculinités

Notre expérience institutionnelle nous a permis de constater que les actions que nous avons menées pour lutter contre les inégalités de genre et de pouvoir ne sont pas suffisantes, c'est pourquoi depuis 2020 nous développons cette stratégie dans la perspective du soin et de l'éradication du machisme. Ces espaces de sensibilisation et de formation sont principalement menés avec des hommes pour générer des changements qui contribuent à l'égalité des sexes et, en particulier, à l'éradication de tous les types de violence à l'encontre des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

10.5 Communication

Grâce à cette stratégie et à l'utilisation d'un langage inclusif, nous développons des actions de communication en matière de sensibilisation, d'information, de visibilité, de production de matériel audiovisuel (bulletins, affiches, spots, témoignages, vidéos, entre autres) qui sont diffusées aux communautés et au grand public par le biais de différents médias tels que les intervenants communautaires, les radios locales et les médias virtuels. D'autre part, dans ce contexte de pandémie et en raison des limites du développement des actions en face à face, nous avons mis en place une plateforme virtuelle de dialogue à travers laquelle nous réalisons différentes activités.

Des ressources sont allouées pour le développement de ces stratégies. En plus d'avoir des alliés, des stratégies et une articulation avec les acteurs du territoire, comme les autorités communautaires, les leaders, les tables rondes thématiques et les opérateurs de justice.

Toutes ces stratégies seront intégrées dans le projet, en cherchant à garantir la participation active des femmes et en tenant compte de la langue d'inclusion, de la langue maternelle, des connaissances et compétences antérieures, des espaces et du temps dont disposent les femmes, entre autres.

11. Activités de plaidoyer dans le cadre du projet

Dans le cadre des orientations stratégiques de Huñuq Mayu, un pilier fondamental pour parvenir au développement est le plaidoyer politique lié aux droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Dans cette perspective, nous avons fait du plaidoyer une composante du plan stratégique qui recoupe les deux principales lignes stratégiques. Parmi ceux-ci, la priorité est donnée à la gestion sociale de l'eau et de l'environnement, à l'agriculture familiale et à l'adaptation au changement climatique, à l'intégration de la gestion des risques dans les systèmes de production et les moyens de subsistance, aux droits des femmes, à la

participation des jeunes au développement économique local et à la défense des droits des enfants et des adolescents.

Huñuq Mayu, au cours de toutes ses années de travail, a accumulé des expériences durables réussies de gestion et de récupération d'écosystèmes de haute montagne dans des bassins versants d'importance hydrique, en appliquant des connaissances ancestrales en synergie avec des technologies conventionnelles peu coûteuses (plantation et récolte de l'eau), ce qui permet d'atténuer la pénurie d'eau causée par l'accélération du changement climatique. D'autre part, elle a encouragé la production et la productivité agricoles, et différencié les marchés avec une approche agro-écologique, avec des résultats positifs en faveur des agriculteurs familiaux. Cependant, il y a peu de volonté politique de la part de l'État pour mettre ces actions à l'ordre du jour. C'est pourquoi - depuis la société civile organisée et Huñuq Mayu - nous cherchons à mettre ces expériences réussies et reproductibles de développement intégré dans les populations rurales et périurbaines à l'ordre du jour des autorités des trois niveaux de gouvernement, afin de générer un courant d'opinion favorable et d'obtenir des engagements politiques en faveur des populations les plus vulnérables.

Avec ce projet, nous avons l'intention de contribuer, par des processus de plaidoyer à moyen terme, avec d'autres acteurs, à la reconnaissance de la production agro-écologique (production horticole) comme une chaîne de production prioritaire dans le district. De même, la création d'espaces de commercialisation fait partie des responsabilités de développement du gouvernement local.

12. Normes et mécanismes utilisés pour prévenir le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels, mécanismes de doléances et d'incidents pour assurer la sauvegarde des parties prenantes et des participants au projet.

Huñuq Mayu a développé un ensemble de normes pour assurer la sauvegarde des populations avec lesquelles nous travaillons. La "Politique institutionnelle pour la protection des enfants et des populations vulnérables" contient les principes et les procédures utilisés par Huñuq Mayu pour protéger l'intégrité des enfants, des adolescents, des femmes et des autres populations vulnérables. Le "Guide pour la prévention du harcèlement, de la maltraitance et de l'exploitation sexuelle" contient des informations de base et des outils institutionnels qui doivent être appliqués pour prévenir ces types d'incidents. Nous disposons également d'un "Protocole de réponse et de sanction des plaintes et des incidents", qui observe les incidents potentiels, les flux d'attention, les responsables de leur application et les sanctions. Ces outils sont actuellement en cours de validation et d'approbation.

13. Durabilité sociale et financière

Les différents acteurs (municipalité de district, MIDAGRI, Agro Rural à travers ses organes décentralisés, etc.) qui se trouvent dans les communautés d'influence du projet seront les alliés stratégiques qui contribueront à obtenir les résultats du projet,

ainsi que les leaders et les promoteurs qui seront formés pour internaliser le travail, adopter les technologies et les reproduire pour la durabilité sociale.

En outre, des accords seront conclus avec le gouvernement local dans le but de mener des actions conjointes et de s'engager dans un travail commun. Les contreparties des communautés et/ou des familles bénéficiaires seront également prises en compte. Cette mise en œuvre stimulera l'économie au sein des communautés car elle renforcera les capacités de production et de productivité des familles afin d'assurer la durabilité financière.

14. Méthodes, routines et outils pour la planification, le suivi et l'évaluation réguliers du travail de l'organisation.

En interne, le projet est mis en œuvre par le biais de la planification annuelle, dont l'outil est le POA. En même temps, cela se développe à travers la planification mensuelle élaborée par l'équipe technique et socialisée avec la direction et, pour cette planification mensuelle, nous tenons compte des suggestions des ayants droit du projet et d'autres aspects comme le calendrier agricole et festif. Le suivi et l'évaluation sont effectués sur la base de ces outils et des rapports narratifs, pour lesquels nous disposons d'un format standard qui nous permet d'analyser les progrès et de prendre des mesures correctives si nécessaire.

D'autre part, les donateurs effectuent un suivi et une évaluation par le biais de réunions basées sur des rapports narratifs et économiques, ainsi que par des visites sur place et un dialogue avec les détenteurs de droits, le personnel technique et les autres parties prenantes impliquées dans le projet.

Les résultats du suivi et de l'évaluation nous permettent d'identifier les déficiences et les faiblesses qui nécessitent une attention particulière afin d'appliquer des mesures correctives en temps opportun et de corriger avec des actions et des stratégies, afin de ne pas compromettre la réalisation des objectifs. En outre, les résultats fructueux sont reproduits dans la planification ultérieure, ce qui contribue au renforcement organisationnel et institutionnel.

15. Planification financière et structure budgétaire

Le budget triennal du projet est de 31.000,00 euros répartis en 11.000 euros par an. La répartition du budget pour 2022 est la suivante :

La structure du budget est divisée en deux parties centrales ; une partie se réfère aux coûts institutionnels et l'autre partie aux résultats, dans laquelle le partenaire de mise en œuvre du projet à temps partiel est considéré.

Sur le budget annuel, 17,05% (1875 euros) correspondent à des coûts institutionnels ou de soutien, dont 1566 euros couvriront les coûts de soutien comptable et administratif et 309 euros les services de fonctionnement de base.

82,95% de l'année budgétaire 2022 est orienté pour couvrir les dépenses de résultats, avec 5.259,00 euros correspondant au résultat 1 et 3.866,00 euros au résultat 2.

Résultat 1 : (5.259,00 euros) considère 3 activités et les budgets sont distribués pour l'activité 1) 1.093,00 euros, l'activité 2) 800 euros, l'activité 3) 1800 euros et 1566,00 euros couvrent la rémunération du spécialiste à temps partiel.

Résultat 2 : (3.866,00 euros), répartis pour l'activité 1) 400 euros, l'activité 2) 830,00 euros, l'activité 3) 1.070,00 euros et 1.566,00 euros de rémunération de spécialiste à temps partiel.

Le détail du budget dans un fichier Excel contient 69 feuilles : la première feuille est le budget global 2022-2024 et le budget par année ; la feuille 2 est la répartition du budget de l'année 2022 selon la structure ; la feuille 3 est la répartition des dépenses de fonctionnement ; la feuille 4 est le détail du budget et des spécialistes ; la feuille 5 est la répartition des activités ; la feuille 6 est les coûts unitaires.

16. Sources de financement.

Le projet avec intervention dans 3 communautés du district de San Jerónimo, province d'Andahuaylas, région d'Apurímac, aura une complémentarité budgétaire avec les actions développées directement par la Direction du Développement Economique Local du district de San Jerónimo et les contributions non monétaires des ayants droit. En outre, Huñuq Mayu assurera la coordination avec les organisations de producteurs de légumes dans la zone d'intervention du projet dans le district d'Andahuaylas. D'autre part, grâce au plaidoyer auprès du gouvernement local, nous espérons à court terme (2ème ou 3ème année du projet) que, par le biais d'une décision politique, la production de légumes agro-écologiques sera considérée comme une chaîne de production prioritaire pour le financement public.